

CONTRIBUTION D'EDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES 11

Suite à la consultation publique relative à votre analyse du marché des liaisons louées et des services de capacité pour les entreprises, veuillez trouver ci-dessous les commentaires d'EDF.

1) Commentaire au sujet de l'analyse de la substituabilité des produits du marché de détail de l'ensemble minimal (LLA 2/4 fils, LL numériques 64 kb/s-2Mb/s) EDF utilise plus de 10 000 liaisons de ce type. La classification des applications d'EDF mettent en évidence deux cas de figures :

Cas 1 : Les applications pour lesquelles le niveau de substituabilité des produits LL est très faible voire quasi inexistant : en raison des caractéristiques de qualité de

service des LL imposées par ces applications, seule la substituabilité entre LL de l'ensemble minimal est envisageable (passage de l'analogique au numérique,

augmentation des débits). cette substituabilité reste assujettie à un compromis coût/besoin sachant que les contraintes applicatives d'EDF portent principalement sur la

disponibilité des LL (IMS, GTR), des délais de transmission faibles (< à 10 ms dans le cas le plus critique), des débits faibles (9,6 kb/s -> 64 kb/s). Les liaisons

couvrant ce cas représentent près de 1/3 du total.

Cas 2 : Les applications pour lesquelles il existe un niveau de substituabilité théorique par des services de RPV IP contrairement à la conclusion du § III.2.1.4.3. .

Cette substituabilité s'explique du fait que ces applications fonctionnent sur des réseaux privés X25 ou IP s'appuyant sur l'offre de l'ensemble minimal susceptibles

d'évoluer avantageusement vers des services de niveau 3. Cependant cette substituabilité se heurte en pratique à une absence de concurrence sur le segment terminal situé

en dehors des zones géographique à "potentiel économique". Les liaisons couvrant ce cas représentent près de 2/3 du total.

2) Commentaire relatif aux avantages concurrentiels de France Télécom

Le § IV.2.6.5 met clairement en évidence les raisons pour lesquelles France Télécom est durablement le seul fournisseur sur le segment de l'ensemble minimal (LLA 2/4 fils, LL numériques < à 64 kb/s; à savoir obsolescence des technologies et niveau de prix de FT inaccessibles par les concurrents. Ce constat mérite d'être approfondi en regard de l'obligation de service public imposé à l'opérateur sur ce segment. EDF est très attaché au maintien de cette obligation (obligation de fournir un lien entre 2 sites quel que soit la localisation) sur un segment de marché qui tente à se marginaliser et avec un taux de marge probablement inférieur à ce que l'opérateur historique souhaite, mais qui permet à EDF de faire fonctionner ses applications critiques, en particulier celles de conduite du réseau électrique (cas1) sans possibilité de substituabilité.

3) Commentaire sur les objectifs poursuivis par l'Autorité

La volonté de limiter les obligations spécifiques sur l'ensemble minimal et sur le segment terminal de plus de 10 Mb/s aux seules obligations de non-

discrimination, transparence, orientation vers les coûts et comptabilisation des coûts ne semble pas être suffisants pour remédier aux problèmes concurrentiels et permettre aux opérateurs alternatifs de répliquer les services de détail de France Télécom :

Sur le segment minimal (LLA 2/4 fils, LL numériques < à 64 kb/s), il conviendrait de définir un palier de produit LL substituable et pérenne de façon à favoriser une

offre de gros LPT "faible débit" (64 kb/s - 256 kb/s) permettant aux opérateurs alternatifs de proposer des offres répliquables sur ce segment.

Par ailleurs, l'offre turbo DSL étant soumise aux contraintes de dégroupage et d'éligibilité sur les zones géographique à "faible potentiel économique", l'absence de

solutions complémentaires du segment minimal chez les opérateurs alternatifs leur interdit toute possibilité d'élaborer des offres de services RPV IP concurrentes à

celle de l'opérateur historique.

Tant qu'il n'existera pas une concurrence effective sur ce segment de marché dans les zones géographique à "faible potentiel économique", il serait préférable de

maintenir "l'obligation d'homologation préalable des prix" ou a minima de définir des prix plafonds afin de protéger les clients d'éventuelles dérives de prix de la

part de l'opérateur historique.

En ce qui concerne les marchés des services de plus de 10 Mb/s, un frein potentiel à la concurrence peut s'opérer au travers d'offres de service du type accès

fiabilisé (dessertes physiques sécurisées des sites clients) de l'opérateur France Télécom. Cette offre n'étant quasiment pas répliquable dans les zones non

urbaines, l'opérateur historique peut très bien présenter des conditions discriminatoires, des contraintes techniques abusives, ainsi que des tarifs d'éviction qui

conduiraient à une offre de service (services de capacité ou service de niveau 3 RPV IP) d'opérateurs alternatifs inacceptable par le client sur le plan économique.

Nous restons à votre disposition pour toute précision à ce sujet.

Cordialement,

Gérard VIGREUX

EDF Direction Informatique et Télécommunications Chef de la Mission
Télécommunications Tél. : 01 41 88 82 83 Fax : 01 41 88 82 52